



RÈGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC

Marché d'exploitation des installations thermiques,
d'eau chaude sanitaire et de traitement d'air des
bâtiments du CROUS de Normandie N°25-400

CROUS DE NORMANDIE

Date limite de remise des offres :

Jeudi 10 juillet 2025 à 12h00

Table des matières

Table des matières.....	2
ARTICLE PREMIER - MAITRE DE L'OUVRAGE	3
ARTICLE 2 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
2.1 Objet.....	3
2.2 Durée et conditions économiques.....	5
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES	5
3.1 Etendue et mode de consultation.....	5
3.2 Mode de dévolution	5
3.3 Compléments à apporter aux CCP	5
3.4. Variantes	6
3.5. Modification de détail du dossier de consultation.....	6
3.6 - Délai de validité des offres.....	6
ARTICLE 4 - COMPOSITION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
ARTICLE 5 – VISITE OBLIGATOIRE	7
ARTICLE 6 - COMPOSITION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
ARTICLE 7 - Remise des offres.....	9
ARTICLE 8 - JUGEMENT DES OFFRES.....	10
Dispositions particulières :	12
ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	13
ARTICLE 10 – VOIES DE RECOURS.....	13
ANNEXE - Certificat de visite	14

ARTICLE PREMIER - MAITRE DE L'OUVRAGE

CROUS NORMANDIE
135, boulevard de l'Europe
76 100 ROUEN

Les informations administratives et techniques devront être demandées par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation : [marches-publics.gouv.fr](https://www.marches-publics.gouv.fr) / <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 2 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

2.1 Objet

Le présent marché a pour objet de confier à l'Exploitant désigné l'exploitation des installations thermiques avec gros entretien, du CROUS de Normandie tels que listées dans l'annexe 1 du CCTP et le tableau ci-dessous.

L'appel d'offres concerne 40 bâtiments allotis de la manière suivante :

LOT N°1 :

N°	Site	Ville	Énergie	Adresse
1	Résidence Pléiade	MONT-SAINT-AIGNAN	RCU	41, Rue Mal Delattre de Tassigny
2	Cité du Bois	MONT-SAINT-AIGNAN	RCU	Rue du Maréchal Juin
3	Restaurant du Bois	MONT-SAINT-AIGNAN	Réseau technique : Alimenté par le Site n°02	33, rue du Maréchal Juin
4	Cité du Panorama	MONT-SAINT-AIGNAN	RCU	1, boulevard André Siegfried
5	Résidence Galois	MONT-SAINT-AIGNAN	RCU	5, Rue Thomas Becket
6	Restaurant du Panorama	MONT-SAINT-AIGNAN	RCU / Gaz Naturel (ECS)	Boulevard André Siegfried
7	Brasserie Lavoisier	MONT-SAINT-AIGNAN	Électrique	Rue Lavoisier
8	Résidence de la Varenne	ROUEN	Gaz Naturel	12, place des Faienciers
9	Résidence Charpak	ROUEN	Gaz Naturel	153, bd de l'Europe
10	Résidence Barbet	ROUEN	Gaz Naturel	Rue Henri Barbet
11	Résidence Pierre Gilles de Gennes	ROUEN	Gaz Naturel	134, Av du Mont Riboudet
12	Résidence Cap Avenue	ROUEN	Gaz Naturel	118, avenue de Caen
13	Résidence Cauchoise	ROUEN	Gaz Naturel	97, rue Cauchoise
14	Résidence Le Rouvray	SAINT ETIENNE DU ROUVRAY	Gaz Naturel	/
15	Résidence Bougainville	LE HAVRE	Gaz Naturel	/
16	Restaurant Universitaire Porte Océane	LE HAVRE	Gaz Naturel	Rue Demidoff
17	Résidence Clovis	LE HAVRE	Gaz Naturel	Rue Clovis

18	Résidence Duguay Trouin	LE HAVRE	Gaz Naturel (ECS)	/
19	Résidence Lecesne	LE HAVRE	Gaz Naturel	Rue Jules Lecesne
20	Restaurant de Tilly	EVREUX	Gaz Naturel	/
21	Cité universitaire ITON 1 & 2	EVREUX	Gaz Naturel	4, Rue Isaac Newton
22	Résidence Godehilde	EVREUX	Gaz Naturel	/

LOT N°2 :

N°	Site	Ville	Énergie	Adresse
1	SERVICES CENTRAUX BATIMENT ADMINISTRATIF	CAEN	Gaz naturel	23, avenue de Bruxelles
2	RESTAURANT A CAMPUS 1	CAEN	Gaz naturel	23, avenue de Bruxelles
3	BÂTIMENT OXYGÈNE	CAEN	Fioul / Électricité	23, avenue de Bruxelles
4	CITÉ DES PEUPLIERS CAMPUS 1	CAEN	Gaz naturel	23, avenue de Bruxelles
5	CITÉ DES TILLEULS CAMPUS 1	CAEN	Gaz naturel	23, avenue de Bruxelles
6	QUARTIER LORGE	CAEN	Gaz naturel	7, bis-ter rue Neuve Bourg l'Abbé
7	CITÉ COTE DE NACRE CAMPUS 2	CAEN	Gaz naturel	2, boulevard Maréchal Juin
8	RESTAURANT COTE DE NACRE CAMPUS 2	CAEN	Alimenté depuis le site 07	2, boulevard Maréchal Juin
9	RESIDENCE BACOT CAMPUS 2	CAEN	Gaz naturel	10, boulevard du Maréchal Juin
10	RESTAURANT UNIVERSITAIRE CLAUDE BLOCH CAMPUS 4	CAEN	Gaz naturel	Rue Claude Bloch
11	RESTAURANT UNIVERSITAIRE C	CAEN	Réseau technique	Rue Recteur Daure
12	CITÉ DE LEBISEY	CAEN	Gaz naturel	114-116, rue de Lébisey
13	RESIDENCE ERIK SATIE	CAEN	Gaz naturel	Rue du Recteur Daure
14	CITÉ JEAN GREMILLON	HEROUVILLE SAINT CLAIR	RCU	Avenue de la Grande Cavée
15	RÉSIDENCE ANDRÉ BRETON	HEROUVILLE SAINT CLAIR	RCU	Avenue de la Grande Cavée
16	RÉSIDENCE FLORA TRISTAN	HEROUVILLE SAINT CLAIR	Gaz naturel	Avenue de la Grande Cavée
17	RESTAURANT LA PASSERELLE	CHERBOURG	Gaz naturel	33, avenue René Schmitt
18	RESTAURANT LES COLONNADES	ALENÇON	Gaz naturel	Site Universitaire d'Alençon Montfoulon

Lieu(x) d'exécution : Normandie.

L'exploitation des installations thermiques comprend notamment :

- La production de chauffage et d'eau chaude sanitaire

- Les prestations annexes suivantes :

1. L'eau froide alimentant le remplissage réseau de chauffage
2. Filtres, appareils individuels de production d'ECS
3. Traitement de l'air
4. Climatisations
5. Les compteurs gaz, ECS et de chaleur
6. Les pots à boues et traitements d'eau
7. Armoires de commandes

-
- Le traitement d'eau (réseau de chauffage et d'ECS)

Les types de marché retenus sont :

- Marchés de type PFI (P2 et P3),

Nomenclature CPV :

50721000-5 Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage

39715200-9 Équipement de chauffage.

45331000-6 Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation.

2.2 Durée et conditions économiques

- Le présent marché est établi pour une durée de 5 (cinq) ans et 8 (huit) mois.

Début de prestation :

- L'exécution des prestations commencera à compter du 1^{er} novembre 2025 et s'achèvera le 30 juin 2031.

Tous les prix indiqués sont établis sur la base des conditions économiques connues au 16 Avril 2025.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

3.1 Etendue et mode de consultation

La présente consultation répond aux règles de la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 alinéa 1 du Code de la Commande Publique.

La consultation est décomposée en 2 lots, comme cela est précisé précédemment à l'article 2.1.

3.2 Mode de dévolution

La présente consultation s'adresse à des entreprises spécialisées dans l'exploitation de chauffage.

Entreprise unique ou groupement : aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois :

1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

2° En qualité de membres de plusieurs groupements

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles, conformément à l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique.

3.3 Compléments à apporter aux CCP

Le candidat n'a pas à apporter de corrections ou compléments aux CCTP et CCAP.

Il doit remettre une offre rigoureusement conforme.

3.4. Variantes

3-4-1- Variantes libres

Non autorisées.

3-4-2- Variantes imposées

Sans objet

3-4-3- Tranches Optionnelles

Il est demandé aux exploitants de chiffrer la tranche optionnelle suivante :

La Tranche optionnelle consiste à intégrer le remplacement des chaudières à la prestation P3.

Il est entendu que dans l'offre de base, l'exploitant aura à sa charge le maintien et la remise en état des chaudières.

Le candidat doit communiquer une proposition pour cette tranche optionnelle.

Le candidat devra indiquer le montant des travaux et les détails techniques de l'investissement.

3.5. Modification de détail du dossier de consultation

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.6 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 4 - COMPOSITION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- L'acte d'Engagement (AE) et ses deux annexes (BPM et Plan de renouvellement) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses quatre annexes (Liste bâtiments, Inventaire, Consommations des dernières années et températures).
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

L'acheteur met à disposition le dossier de consultation à l'adresse suivante :

marches-publics.gouv.fr / <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dossier de consultation peut être téléchargé anonymement. Il est cependant précisé que ce mode de retrait ne permet pas aux candidats de bénéficier des éventuelles réponses aux questions, mises à jour du DCE et compléments d'information.

Il est donc fortement recommandé aux candidats de retirer un dossier en étant identifié, c'est-à-dire en ayant ouvert un compte sur la plateforme en renseignant leurs coordonnées sur le site. À noter qu'une fois ce compte créé, il peut être utilisé pour toute autre consultation publiée sur la plateforme.

En cas de téléchargement avec identification, **l'adresse courriel indiquée par le candidat lors de son inscription sera l'unique adresse utilisée pour correspondre avec le candidat par le biais de la plateforme.**

Il est ainsi précisé aux candidats que l'information d'une modification ou de report de délai éventuel, les demandes de compléments et leurs réponses, l'envoi des courriers d'attribution et de rejet et la notification du marché notamment seront adressés, par voie électronique, à l'adresse électronique renseignée par les candidats lors de leur identification sur la plateforme.

Il appartient au soumissionnaire de relever son courrier électronique sur une base régulière. La responsabilité du Crous Normandie ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou n'a pas consulté ses courriels en temps utile. Ainsi, une attention particulière est demandée aux candidats, seuls responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse électronique, redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam etc.

Les candidats ayant retiré le dossier de consultation de manière anonyme ne pourront être destinataires des alertes de modifications du dossier ou des réponses aux questions.

ARTICLE 5 – VISITE OBLIGATOIRE

Afin de permettre aux candidats d'appréhender au mieux l'ampleur de la mission et d'établir leur offre en parfaite connaissance, une visite des lieux est obligatoire.

Elle donnera lieu à la délivrance d'une attestation de visite visée par les Services du CROUS ou par son AMO.

La visite sera organisée une journée, de manière collective, aux dates suivantes :

- Soit le 10 ou le 11 juin 2025 à partir de 10h00 (Caen)
- Soit le 12 ou le 13 juin 2025 à partir de 10h00 (Mont-Saint-Aignan)

Le 10 et le 11 juin, le lieu de rendez-vous est fixé à l'Administration du Campus 1 – 23, Avenue de Bruxelles – 14 000 CAEN

Le 12 et le 13 juin, le lieu de rendez-vous est fixé à l'Administration de la Résidence du Panorama – Boulevard André Siegfried – 76 130 MONT SAINT AIGNAN

NB : Aucune autre visite ne sera organisée en dehors des dates précitées.

Les candidats doivent prendre préalablement préciser leur participation à cette visite par courriel aux adresses : marche@crous-normandie.fr pour le CROUS et à l'adresse cvalet@sage-energie.fr de l'AMO.

Enfin, il est précisé qu'il ne sera répondu à aucune question au cours de ces visites. En conséquence, les candidats sont invités à transmettre l'ensemble de leurs interrogations par écrit sur la plateforme de publication PLACE mentionnée à l'article 7 du présent document.

ARTICLE 6 - COMPOSITION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats doivent produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

Justificatifs candidatures :

À l'appui de leur candidature, les candidats remettent, au choix, soit :

- Le document unique de marché européen (DUME), rédigé en langue française
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L2141-4 du Code de la Commande Publique, notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Le formulaire DC1 (incluant la déclaration sur l'honneur précitée) téléchargeable dans sa dernière version gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

1. Autres justificatifs :

Ils concernent les capacités techniques, professionnelles et financières du candidat apprécié au regard du DUME ou du formulaire DC2 dûment complété pour chacune de ses rubriques et accompagné des documents à y annexer en justificatifs (chiffre d'affaires, moyens humains et techniques, références contrôlables de prestations de même nature (maître d'ouvrage, période, objet, montant) sur les 3 dernières années ou exercices disponibles).

Le DC2 est également téléchargeable dans sa dernière version gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les entreprises nouvellement créées produisent une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalités des entreprises.

2. Justificatifs spécifiques au candidat envisagé attributaire :

Dans le délai mentionné dans le courrier l'informant de cette décision, le candidat communique :

- Les documents demandés conformément à la rubrique F de l'imprimé NOT 1 dans sa dernière version (y compris attestations d'assurances)
- En outre, en cas de groupement :
 - Une habilitation dûment complétée et signée de chacun des cotraitants

Cet imprimé ainsi que sa notice explicative sont téléchargeables gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

À noter que la DGFIP et l'URSSAF proposent un service en ligne afin d'obtenir les certificats qu'elles délivrent. Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA peuvent obtenir l'attestation fiscale depuis leur compte fiscal professionnel sur le site : <http://www.impots.gouv.fr/>.

Pour le certificat social délivré par l'URSSAF, les entreprises autres que celles relevant du régime social des indépendants peuvent l'obtenir à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr/>.

Passé ce délai, en l'absence de remise des pièces, le marché ne lui sera pas attribué.

En conséquence, le pouvoir adjudicateur prononcera l'élimination du candidat et pourra présenter la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Les dispositions mentionnées aux 1 et 2 ci-dessus ne s'imposent pas si :

- Le Groupement peut obtenir directement ces documents par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel, ou d'un espace de stockage numérique, **à condition que figurent dans le dossier de candidature, toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit**

Offre :

- Actes engagements dûment complété et ses annexes :
 - Bordereaux des prix mixtes (P2 et P3)
 - Plans de renouvellement des installations
- Certificat de visite établi sur le cadre impératif joint en annexe au présent règlement, dûment complété, daté et signé.
- CCTP et ses annexes
- CCAP
- Mémoire technique
- Mémoire Performance Energétique

Les mémoires permettent d'apprécier le plus justement possible la manière dont le candidat appréhende la prestation et son exécution, le contenu attendu de ces documents est précisé au regard des sous-critères de jugement des offres.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- La nature des prestations sous-traitées ;
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
 - Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, le Crous Normandie mettra en place une procédure d'offre anormalement basse.

ARTICLE 7 - Remise des offres

Les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euros. Tous les documents présents dans l'offre du candidat devront être parfaitement lisibles.

L'acheteur n'impose pas la signature de l'offre électronique au moment du dépôt. Elle reste cependant possible. Seul l'attributaire sera tenu de signer son acte d'engagement a posteriori, la signature de l'acte d'engagement valant acceptation de toutes les pièces contractuelles.

Les candidats devront obligatoirement transmettre leur candidature et leur offre par voie électronique, au plus tard pour le vendredi 27 juin 2025, sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante :

marches-publics.gouv.fr / <https://www.marches-publics.gouv.fr>

NB 1 : Les plis qui parviendraient par tout autre moyen ne seront pas admis.

NB 2 : Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le pli sera considéré comme « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres (NB : les plis partis avant la date et l'heure limites mais arrivés hors délai sur la plateforme seront rejetés).

NB 3 : En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date et heure de limite de remise des plis sera retenu.

ARTICLE 8 - JUGEMENT DES OFFRES

Critères de sélection des candidatures :

Sur capacités professionnelles, techniques et financières appréciés au vu des justificatifs remis dans la candidature.

Le jugement des offres sera effectué selon les critères pondérés suivants :

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et sous-critères définis ci-après, pondérés de la manière suivante :

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152.1 à L.2152.4, R.2152.1 et R.2152.2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critère :	1) Prix des prestations et cohérence des prix	40 Points
Sous-critères :	Poste P2 : petit entretien	40 Points
	Poste P3 : garantie totale et plan de renouvellement du matériel	
	Ce critère est apprécié au regard, du prix indiqué à l'Acte d'Engagement, des bordereaux des prix mixtes et des plans de renouvellement (HT sur la durée du marché).	

Critère :	2) Valeur technique et performance de l'offre		60 Points
Sous-critères :	1	Présentation du personnel d'intervention – organisation technique et logistique de l'Entreprise pour l'exécution des marchés – organisation des interventions programmées, non programmées et en astreinte – fréquence des opérations d'entretien (gammes de maintenance)	5 Points
	2	Qualité des documents de suivi et de contrôle : - Rapport de prise en charge, - Cahier de chaufferie, - Rapport d'exploitation, - Audit de démarrage légionelle, - Livret sanitaire.	5 Points
	3	Cohérence et justification du nombre d'heures du poste P2 au regard de la décomposition du coût par élément de mission - Cohérence et justification des prestations P2 ainsi que les délais d'interventions.	10 Points
	4	Cohérence et justification du poste P3 au regard des plans de renouvellement	10 Points
	5	Méthodologie de communication et qualité des outils de communication proposés (informatique, gestion, etc...) par le candidat	5 Points
	6	Moyens mis en œuvre pour la traçabilité et le respect des températures contractuelles	5 Points
	7	Méthodologie pour le suivi de la légionelle	5 Points
	8	Justification de la performance énergétique et environnementale, cohérence et détails des travaux d'amélioration technique permettant de réduire les consommations et les émissions	10 Points
	9	Méthodologie et démarche CEE appliquées par le candidat, nombre de Mwh Cumac que le candidat s'engage à obtenir	5 Points

Notation du critère prix :

Les notes des différents candidats seront attribuées en fonction de l'offre du moins disant. Celui-ci obtiendra la note maximale sur le critère prix. La note des autres candidats sera déterminée par application de la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de l'offre la plus basse}}{\text{Montant de l'offre du candidat noté}} \times \text{Nombre de points}$$

Notation des sous-critères techniques :

L'échelle de notation appliquée pour chacun des sous-critères de la valeur technique est la suivante :

0 %	Absent	Renseignements non fournis
25 %	Très insuffisant	Renseignements très imprécis ou incomplets
50 %	Insuffisant	Renseignements fournis mais insuffisamment adaptés aux besoins
75 %	Satisfaisant	Renseignements fournis et adaptés aux besoins
100 %	Très satisfaisant	Renseignements fournis, adaptés aux besoins, complets et explicites

Cette notation sera ensuite pondérée de façon à ce que la note maximale de 100% soit ramenée au poids de chaque sous-critère.

Lors de l'examen des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaire.

- Le classement final des offres est établi en conséquence.
- L'offre retenue est celle qui obtient le plus de points.
- Les offres sont classées par ordre décroissant.

L'attribution est limitée à un lot par soumissionnaire (sauf par absence d'offres ou d'offres irrecevables).

Si un soumissionnaire est désigné simultanément, il remportera le lot dont le montant financier (P2 + P3 sur la durée du marché) est le plus conséquent.

Les courriers de refus, pré-notification et notification du CROUS Normandie seront envoyés par le biais de la plateforme de dématérialisation marches-publics.gouv.fr / <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Dispositions particulières :

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un candidat entre les sommes indiquées dans l'acte d'engagement et dans ses annexes, la somme portée en lettres dans l'acte d'engagement prévaut.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans le bordereau des prix mixtes ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non-cohérente.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation. Ainsi, si au terme de la consultation, un candidat est informé que son offre est retenue, il ne peut prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où le maître de l'ouvrage décidait d'abandonner l'opération.

ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre technique et/ou administratif qui leur seraient nécessaires, les candidats devront adresser leur demande écrite au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur marches-publics.gouv.fr

Les candidats sont informés qu'en cas de question dont le Pouvoir Adjudicateur jugerait qu'elle est susceptible d'intéresser tous les candidats et/ou d'apporter des éléments de précision sur le marché, le Pouvoir Adjudicateur répondra par écrit et diffusera la réponse à l'ensemble des candidats engagés.

Le pouvoir adjudicateur pourra adresser leur réponse écrite au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres

ARTICLE 10 – VOIES DE RECOURS

Tribunal Administratif de ROUEN
53 avenue Gustave Flaubert
BP 500
76005 ROUEN CEDEX 2
Téléphone : 02 32 08 12 70 / Fax : 02 32 08 12 71
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Le greffe de ce tribunal est habilité à donner toutes les informations sur les possibilités des différents référés.

ANNEXE - Certificat de visite

Monsieur ou Madame(1)

Représentant le CROUS de Normandie

En qualité de(1)

Certifie avoir reçu la visite de M/Mme(1)

Représentant l'entreprise(1)

À l'occasion de la consultation pour les marchés d'exploitation des installations thermiques, d'eau chaude sanitaire et de traitement d'air des bâtiments du CROUS de Normandie.

Fait à ROUEN

Le(1)

Le représentant du CROUS de Normandie

L'Entreprise